

AKTUELL



PHOTO: FLICKR/TR. ROBINSON

SREL

Ce n'est pas fini !

Luc Caregari

Même si les conservateurs semblent assimiler chaque évocation du scandale autour du service de renseignement à un crime de lèse-majesté, ils ne peuvent nier l'évidence : rien n'a encore été fait pour pallier aux dysfonctionnements.

A l'approche des élections anticipées d'octobre, il reste important de ne pas perdre de vue ce qui les a causées et avant tout le scandale - ou plutôt l'amas de scandales - autour du service de renseignement (Srel). Et surtout la perte de contrôle politique sur un service qui a pu agir à sa guise dans une nébuleuse d'affairisme.

Mais voilà, le constat principal qui a mené à la crise politique que nous traversons actuellement, celui de la responsabilité du premier ministre Jean-Claude Juncker en tant que chef suprême du Srel, est déjà en train de s'effacer. Certes, on ne fait pas disparaître cette responsabilité avec un seul clic, comme l'a tenté la Konrad Adenauer Stiftung allemande. Elle a tout simplement effacé un article plutôt neutre sur les événements politiques au grand-duché ces neuf derniers mois, qui était un peu trop critique au goût des chrétiens-démocrates allemands, ardents supporters du phénomène JCJ. Cela n'empêche que l'idée du CSV est clairement de faire oublier ces fâcheuses affaires dans la bataille électorale.

Deux indices le montrent clairement : d'abord l'ire de Gilles Roth, soutenue par l'éditorialiste du Wort, qui semble déjà en position de tireur couché, en recevant deux convocations : celle d'Alex Bodry pour réunir le 18 septembre la commission d'enquête sur le Srel, qu'on pensait endormie sinon finie, et celle de François Bausch qui avait eu l'audace de convoquer à deux reprises même la commission de contrôle parlementaire du Srel les 10 et 16 septembre. Certes, pendant les longs mois que

durait la commission d'enquête et surtout lors des grands psychodrames finaux, Bodry et Bausch s'étaient montrés plus hésitants que conséquents dans leurs attitudes, balançant toujours entre leurs obligations démocratiques et le calcul électoral pour le cas où le gouvernement irait à vau-l'eau. Mais les accuser de basses manoeuvres électorales est totalement faux, voire ridicule. Car, en fin de compte, ils ne font que leur devoir : demander des comptes au gouvernement et le pousser à réaliser les recommandations de la commission d'enquête sur le Srel.

L'inaction pour oublier tout

Et puis, il y a l'inaction du gouvernement à cet égard. Un gouvernement où siègent encore les socialistes d'ailleurs. Alors que pendant ce curieux trou d'été nous avons eu droit à de nombreuses conférences de presse, qui servaient aussi en sous-main à la pré-campagne électorale, le mot d'ordre sur l'affaire Srel semble être de ne surtout pas en parler. Alors que l'un ou l'autre pas vers une réforme de ce service ne ferait du mal à personne. Et, à défaut d'une réforme, qu'il y ait débat, vu que le chemin proposé par Juncker lui-même à la commission d'enquête lors de son dernier hearing semble aller dans le mauvais sens contraire : moins de contrôle et plus de répression en cas de « whistleblowing ».

Qu'en même temps le directeur actuel du Srel propose de détruire une partie des archives témoigne d'autant plus de la volonté de continuer comme si ne rien n'était. Alors que toute l'affaire Srel et la crise qu'elle a déclenchée devraient être une grande chance pour le Luxembourg afin de tester son aptitude à la démocratie et l'efficacité de cette dernière. Ce sera aussi à l'électeur de trancher dans quel Etat il veut vivre.

SHORT NEWS

Arbeitslosigkeit: die verflixte Sieben

(rg) - Traditionell wird die Entwicklung der Arbeitslosenzahlen - die einmal im Monat im „comité de conjoncture“ diskutiert werden - gemeinsam vom Arbeits- und vom Wirtschaftsminister der Presse vorgestellt. Beim August-Termin in dieser Woche hatte Nicolas Schmit das Vergnügen, die Präsentation ausnahmsweise allein vornehmen zu dürfen - sein Parteikollege, LSAP-Spitzenkandidat und Noch-Wirtschaftsminister Etienne Schneider, hatte sich in Richtung Türkei aufgemacht, um auf einer Wirtschaftsaustellung in Izmir den Standort Luxemburg anzupreisen. Trotz eines allseits vermeldeten Anziehens der Konjunktur verschlechtern sich die Arbeitslosenzahlen weiter: Im Juli waren 16.988 Menschen bei der Adem als Arbeitssuchende gemeldet - 17,4 Prozent mehr als ein Jahr zuvor. Damit wurde erstmals eine Arbeitslosenquote von sieben Prozent erreicht. Juli ist saisonbedingt ein „schlechter“ Monat, da viele Zeitarbeitsverträge zur Sommerpause beendet werden und auch die Interimsfirmen in den Sommermonaten weniger Leiharbeiter vermitteln. Doch scheint sich dieser Effekt in diesem Jahr verstärkt zu haben: Besonders in der Baubranche gibt es immer weniger „normale“ Arbeitsverträge - ein Problem, dessen sich der „nächste“ Arbeitsminister annehmen muss, wie Schmit mahnend hervorhob. Eine „wenn auch zu relativierende“ gute Nachricht hatte er aber auch parat: Die Jugendarbeitslosigkeit ist in absoluten Zahlen erstmals nicht weiter angestiegen, wenn sie auch nach wie vor erschreckend hoch ist.

Libé... rez-nous du nucléaire !

(lm) - « La France est souveraine et décide seule de sa politique énergétique. » C'est la raison que le maire de Thionville avait invoquée dans une interview au Wort, refusant d'envisager la fermeture de la centrale de Cattenom (woxx 1229). Mais qui, en France, décide vraiment de cette politique ? Le lobby pro-nucléaire, si l'on en croit le dossier que vient de consacrer Libération, le jeudi 29 août, à ce sujet. En collaboration avec Greenpeace, le quotidien dénonce la manière dont les « élus du nucléaire » faussent le débat sur l'avenir énergétique de la France. Parmi les noms cités, on retrouve Bernard Cazeneuve qui, sur demande de l'entreprise nucléaire Areva, avait « remanié » l'accord électoral du PS avec les Verts - il est désormais ministre délégué au budget. Ceux et celles qui se mettent en travers du chemin de l'industrie nucléaire risquent par contre de se voir mis à la porte. Comme l'ex-ministre de l'Ecologie, Delphine Batho, interviewée par Libé sur les agissements du lobby. Un autre article du quotidien est consacré à la manière dont, à Bure, à 100 kilomètres du Luxembourg, l'accord des élus locaux a été « acheté » pour y préparer l'enfouissement de déchets nucléaires. Rappelons par ailleurs que des ONG allemandes et françaises organisent une manif « Cattenom non merci » le 14 septembre à Metz (www.sortirdunucleaire.org).

EZB beschließt Frauenquote

(avt) - Die von jeher männlich dominierte Europäische Zentralbank (EZB) wird mehr Führungsstellen mit Frauen besetzen. Die Zahl der heute schon auf solchen Stellen arbeitenden Frauen soll verdoppelt werden. Bis Ende 2019 strebe man für das mittlere Management eine Quote von 35 Prozent und für das obere eine von 28 Prozent an, versicherte EZB-Direktor Jörg Asmussen der „Süddeutschen Zeitung“. An qualifizierten Bewerberinnen mangle es nicht. Die Umsetzung dieses ambitionierten Ziels setze allerdings ein Umdenken bei den Führungskräften der Notenbank voraus. Es bedürfe eines „Mentalitätswandels“ innerhalb der Führungsriege, betonte Asmussen. Immerhin: Wenn auch Vivianne Redings Frauenquote für Aufsichtsräte in börsennotierten Unternehmen innerhalb der EU nicht unumstritten ist, hatte die kürzliche Ernennung des Luxemburgers Yves Mersch zum Direktor der EZB doch für verbreitete Empörung gesorgt. So hatte mit Sylvie Goulard sogar eine liberale französische EU-Abgeordnete die Besetzung mit Mersch als „archaisch“ bezeichnet. Noch besteht der EZB-Rat ausschließlich aus Männern. Damit ist der Beschluss der EZB zumindest ein kleiner Fortschritt in Sachen Gleichstellung.